

L'ANTI-IMMIGRATION ÇA SUFFIT !

Les politiques d'immigration conduites par la France et l'Europe dites de « lutte contre l'immigration irrégulière » bafouent les droits fondamentaux : liberté de circulation, droit à la santé, à l'éducation, au logement et au travail.

ICI, ON N'ACCUEILLE PLUS !

Combien de drames humains et de vies ôtées ? Tous les ans, dans la seule Méditerranée, ce sont des milliers de personnes qui meurent en tentant de rejoindre le continent européen pour fuir les guerres, la misère, les dictatures. Avec les décisions politiques contraires au droit maritime international qui entraînent la fermeture des ports et le refus d'accostage des bateaux comme l'Aquarius, la situation devient encore plus dramatique pour des femmes, des hommes et des enfants en détresse.

DES CONDITIONS D'ACCUEIL INDIGNES ! UNE POLITIQUE MIGRATOIRE AUX CONSÉQUENCES GRAVES !

- des mineurEs isoléEs abandonnéEs, alors que l'Aide Sociale à l'Enfance a l'obligation de les protéger, contrainÉs à se soumettre à des tests honteux, comme les tests osseux scientifiquement contestés, pour prouver leur minorité
- des jeunes majeurEs, lycéenNEs et étudiantEs, expulséEs et qui ne peuvent finir leurs études
- des familles condamnées à la séparation, des enfants privés d'un de leur parent
- des demandeurEs d'asile éjectéEs par la mécanique du soupçon et la politique du chiffre
- des centaines de milliers de migrantEs contrainÉs à un travail dissimulé et exploités
- des dizaines de milliers de migrantEs contrainÉs de vivre à la rue ou dans des squats insalubres...

Les politiques migratoires menées par tous les gouvernements successifs sont basées sur le rejet, l'exclusion et l'aléatoire lié au pouvoir discrétionnaire du préfet.

La dernière en date, la loi Asile et Immigration du gouvernement, ne déroge pas à la règle et réduit toujours plus les droits des migrantEs, avec plus de répression, en instaurant le bannissement et en criminalisant le passage de la frontière.

Les principes fondamentaux de notre république, compte tenu de la déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen, sont bafoués.

Ce sont des politiques qui ne font que favoriser la montée du racisme et de la xénophobie.

L'IMMIGRATION EST UNE RICHESSE ET PAS UN PROBLÈME

Non, les travailleurs et travailleuses migrantEs ne sont pas responsables du chômage et des difficultés économiques de notre pays qui souffre des politiques d'austérité et de l'aggravation des inégalités, et non d'une prétendue invasion des immigréEs.

La société française s'est toujours enrichie économiquement et culturellement de l'apport de l'immigration, sans parler de l'exploitation des richesses naturelles des pays dont viennent la plupart des migrantEs.

Toutes ces lois liberticides visant les immigréEs engendrent une régression sociale sur nos droits et libertés. Leur liberté est aussi la nôtre.

Régularisation de tous les sans-papierEs, arrêt des expulsions, arrêt de la criminalisation des aidants, fermeture des centres de rétention, accueil digne et respectueux des droits humains pour tous les migrantEs

**RENDEZ-VOUS JEUDI 11 OCTOBRE
14H AU MÉTRO LA VACHE
POUR SE RENDRE À L'OFII**

OFFICE FRANÇAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION

C'est normalement l'administration qui accueille les demandeurEs d'asile, qui assure leur hébergement, leur subsistance, qui leur donne accès à la langue française, et qui organise aussi le retour. Or aujourd'hui, l'OFII est l'administration du renvoi et n'effectue aucune de ses missions. Actuellement l'accueil humain n'est plus assuré. L'OFII se décharge de ses missions de service public sur les associations bénévoles. Associations qui n'arrivent même pas à joindre cette administration (des courriers sans réponse, des numéros qui ne répondent pas...).

Chargée de récupérer tous les biens personnels des migrantEs en retenue au CRA, ainsi que les salaires dûs par l'employeur, l'OFII bâcle ses missions et ne respecte ni le droit des migrantEs ni la loi.

Redonnons vie à une administration qui a le devoir et la mission de service public d'accueillir dans la dignité les demandeurEs d'asile, en se rassemblant le 11 octobre à 14 h heures au métro La Vache pour, ensuite, se rendre à l'OFII.

DemandeurEs d'asile, militantEs associatifs, syndiquéEs, citoyenEs, rejoignez-nous le 11 octobre.